

Débat public du Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Déclaration de S.E. Mme Sylvie Lucas,
Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies

New York, le 24 avril 2013

Monsieur le Président,

Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint, Monsieur Jeffrey Feltman, pour son exposé. Je remercie de même les représentants de l'Etat Observateur de Palestine et d'Israël pour leurs interventions. Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration qui sera faite par l'Union européenne au cours de ce débat.

J'aborderai, en premier lieu, le processus de paix au Moyen-Orient.

Il existe aujourd'hui une opportunité pour développer une initiative politique sérieuse en vue de parvenir à une solution négociée à deux Etats sur base des frontières de 1967.

Les visites récentes dans la région du Président Obama et du Secrétaire d'Etat Kerry constituent des jalons importants pour la relance du processus de paix. Il est essentiel que, pour le bien des Israéliens, pour le bien des Palestiniens, chacune des parties y mette désormais du sien pour surmonter l'impasse, reprendre les pourparlers, et mettre sur pied un plan d'action assorti d'un calendrier précis. Il est urgent d'avancer. Dans le contexte actuel, ne rien faire équivaut en fait à reculer, à régresser.

Les récents propos tenus par les autorités israéliennes, réaffirmant leur attachement à la solution à deux Etats, constituent des premiers pas dans la bonne direction. Au nouveau gouvernement israélien de concrétiser, à présent, ces propos, d'adopter des mesures propices à la relance des pourparlers, en arrêtant toute activité de colonisation, et en respectant les accords conclus avec les Palestiniens.

Le Luxembourg reste, en effet, profondément préoccupé par cette politique de colonisation. Nous regrettons vivement l'autorisation initiale donnée début avril à un nouveau projet de construction, la poursuite des projets de colonisation déjà existants et les démolitions de nombreuses infrastructures palestiniennes. Nous regrettons de même les déclarations faites, la semaine dernière, par certains membres du nouveau gouvernement israélien, selon lesquelles il importerait de renforcer les colonies de peuplement, y compris dans le secteur E1.

Nul ne croira, en Palestine, à l'aboutissement des efforts de paix si les activités de colonisation perdurent, si le blocus de Gaza se poursuit, si la construction de routes réservées aux colons se multiplie, si le mur de séparation arrache des terres aux Palestiniens, et si les détentions administratives se poursuivent. Ces mesures illégales ne font qu'exacerber les tensions et les souffrances, et sapent la confiance dans l'avenir du processus de paix. De telles actions sont – faut-il le souligner – contraires à la vision de coexistence de deux Etats en paix et en sécurité.

Les Palestiniens doivent naturellement, eux aussi, créer des conditions propices à la reprise des pourparlers, en remplissant leurs engagements, en respectant les principes du Quatuor et en continuant leurs efforts pour combattre le terrorisme. Nous condamnons, à cet égard, les tirs de roquettes de ces dernières semaines, qui ont visé les populations civiles du sud d'Israël. Rien ne justifie le recours à la violence. Ces attaques sont inacceptables.

C'est avec regret que nous avons appris la nouvelle de la démission de Monsieur Salam Fayyad du poste de Premier ministre de la Palestine. Nous tenons, à cette occasion, à le remercier pour les services qu'il a rendus à son peuple à ce poste difficile, en particulier en ce qui concerne la création et le renforcement des institutions étatiques palestiniennes. Il est important que son action soit poursuivie en ce moment crucial pour le processus de paix.

En effet, comme d'autres l'ont déjà souligné, l'année 2013 se doit d'être une année décisive. Le temps n'est désormais plus à l'écoute, ni aux paroles. Le temps doit être à l'action. Evitons que l'on passe, une énième fois, de la déception à l'amertume, puis à la colère et à la violence.

Avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg est prêt à contribuer activement aux efforts de relance du processus de paix, en coopération étroite avec les acteurs clefs, le Quatuor et les pays de la région.

Monsieur le Président,

J'en viens maintenant à la Syrie. Alors que la situation s'aggrave de jour en jour, les mots ne suffisent plus pour décrire les horreurs vécues par le peuple syrien. L'emploi de missiles et de bombes à sous-munitions, la torture, les violences sexuelles, le recrutement d'enfants à des fins militaires : il est difficile d'être exhaustif si l'on veut énumérer l'ensemble des crimes perpétrés au quotidien. L'éventuel emploi d'armes chimiques nous préoccupe, comme d'autres, au plus haut point. Il est urgent que la commission d'enquête mise en place par le Secrétaire général puisse se rendre en Syrie, qu'un plein accès lui soit accordé en vue de faire la lumière sur toutes les allégations crédibles d'emploi d'armes chimiques.

La liste des crimes que réprouve la conscience humaine ne fait hélas que s'allonger. Ces crimes ne sauraient rester impunis. Nous l'avons dit en janvier, nous le redisons aujourd'hui avec force : en l'absence d'un processus de responsabilisation crédible au plan national, une saisine de la CPI s'avère indispensable.

Le Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes, Monsieur Lakhdar Brahimi, et la Coordinatrice des secours d'urgence, Madame Valerie Amos, l'ont bien dit la semaine dernière au Conseil : la Syrie approche du point de rupture, du point de non-retour. La Syrie s'écroule. Il est donc urgent que le Conseil de sécurité agisse avant qu'il ne soit trop tard.

Jeudi passé, ce Conseil a pu faire un premier pas en se mettant d'accord sur un message appelant à lever les entraves à l'accès humanitaire et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les frontières. Il est absolument inacceptable que le travail des agences onusiennes en Syrie soit entravé et que les convois humanitaires soient la cible d'attaques. Toutes les parties au conflit doivent respecter leurs obligations en matière de droit humanitaire international, y compris l'accès humanitaire et médical et la protection des travailleurs humanitaires.

Par la même occasion, ce Conseil a appelé toutes les parties au conflit à cesser toute violence armée, et il a souligné la nécessité d'un processus politique conduisant à une transition politique sur la base du communiqué de Genève du 30 juin 2012.

Ce message était un premier pas. Il faut maintenant aller plus loin. Si nous voulons que ce Conseil soit à la hauteur de la responsabilité principale que lui confère la Charte, nous devons surmonter nos divisions et œuvrer en vue d'amener le plus rapidement possible les parties au dialogue et à une solution politique, compte tenu de la gravité de la situation humanitaire.

Avec la Coalition nationale syrienne, nous disposons d'un interlocuteur légitime du côté de l'opposition. Nous devons lui fournir tout notre appui, l'encourager à accroître sa représentativité, son caractère inclusif, et à rallier toutes ses sensibilités autour d'une vision politique commune de la transition, de sorte qu'elle puisse porter une solution politique crédible pour l'avenir de la Syrie et bâtir sur les propositions de dialogue formulées par Monsieur Moaz al-Khatib. Au Président al-Assad de réaliser qu'il ne saurait triompher sur le champ de bataille, qu'il ne saurait indéfiniment s'accrocher au pouvoir : il ne peut prétendre représenter les aspirations légitimes du peuple syrien.

Monsieur le Président,

Le conflit a dépassé les frontières syriennes. Aucun pays voisin n'est épargné par les retombées sécuritaires et humanitaires de la guerre en Syrie. Il n'est pas exagéré de dire que le Liban et la Jordanie font face à une menace existentielle. Nous renouvelons notre reconnaissance aux pays voisins pour la solidarité avec laquelle ils continuent d'accueillir les réfugiés fuyant la Syrie. Dans

cette situation dramatique, il importe maintenant plus que jamais de concrétiser les annonces faites lors de la Conférence de Koweït City le 30 janvier dernier. Pour sa part, le Luxembourg a tenu ses engagements et transféré les fonds promis aux agences et programmes onusiens. Et compte tenu des besoins croissants, notre Gouvernement a décidé la semaine dernière de faire une contribution humanitaire supplémentaire d'un million d'euros.

Monsieur le Président,

Je conclurai mon intervention en exhortant les autorités syriennes à cesser les tirs transfrontaliers, et à respecter pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et des autres pays voisins. Nous saluons les efforts que le Président Michel Sleiman continue de déployer pour préserver l'unité et la stabilité du Liban. Nous appelons toutes les parties à respecter la politique de dissociation adoptée par le Liban.

De façon générale, tout doit être fait pour éviter que le conflit syrien ne s'étende à l'échelle régionale.

Je vous remercie de votre attention.